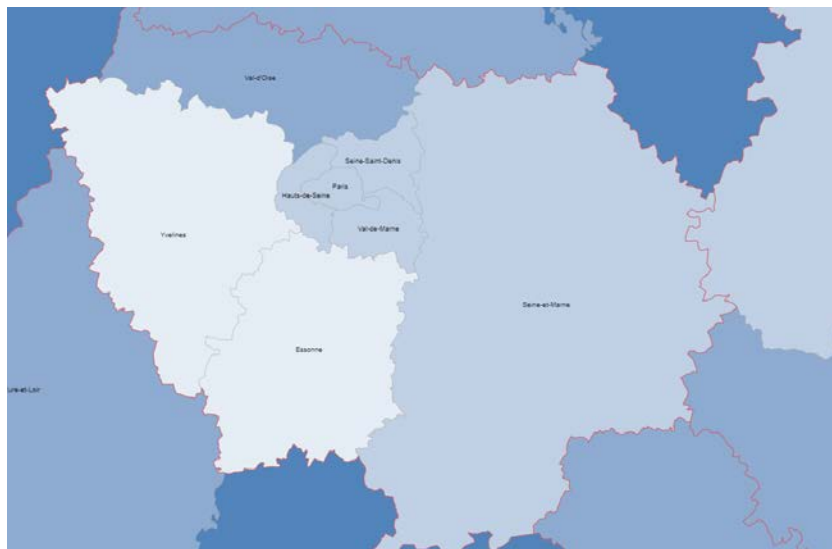


SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION

DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B , C entre le 1^{er} trimestre 2022 et le 1^{er} trimestre 2023 (en %, données CVS-CJO)



-6,5 -4,3 -2,9 -1,9 0,0 26,0

France entière

Source : Pôle emploi-Dares. STMT, traitements Dares

1^{er} trimestre 2023

- En Île-de-France, au 1^{er} trimestre 2023, le nombre de demandeurs d'emploi diminue à nouveau (-2,5 % en catégorie A et -0,4 % en catégories A, B, C).
- Le taux de chômage reste stable au 4^e trimestre 2022, à 6,9 % de la population active.
- L'emploi salarié est quasi stable au 4^e trimestre 2022 (+0,1 %).
- La baisse des demandes d'autorisation d'activité partielle se poursuit au cours du 1^{er} trimestre 2023.
- Le nombre de procédures et le nombre d'emplois menacés par des PSE ou des RCC augmente entre le 4^e trimestre 2022 et le 1^{er} trimestre 2023.

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise en place de nouvelles procédures de production, en lien avec le service en ligne "profil de compétence" de Pôle emploi, a conduit à une surreprésentation des cadres parmi les demandeurs d'emploi. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont donc plus présentées. En revanche, la qualité des données sur la demande d'emploi par métier et sur les métiers en tension permet d'en reprendre la diffusion.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- Depuis la précédente publication, les coefficients de correction des variations saisonnières (CVS) ont été actualisés, entraînant des révisions sur le passé.
- La prochaine publication sera disponible en août 2023 et portera sur le deuxième trimestre 2023. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : idf.statistiques@drieets.gouv.fr

Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi

Page 7-8 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 10 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché

Page 12 : Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA

Page 13 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi

Page 14 : Le taux de chômage

Tensions sur le marché du travail

Page 15 : Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi

Page 16 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Page 17 : Les tensions selon les métiers

Emploi

Page 18 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 19 : L'emploi salarié

Page 20 : L'emploi salarié par secteur

Page 21 : Les mouvements de main d'œuvre

Page 22 : L'activité intérimaire

Accompagnement des mutations économiques

Page 23 : Les demandes d'activité partielle

Page 24 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

Synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 951 530 en moyenne au *premier trimestre 2023*. Parmi eux, 588 070 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

En catégorie A, la demande d'emploi diminue à nouveau au *premier trimestre 2023* (-2,5 % après -3,9 %), soit -7,4 % sur un an.

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi diminue également (-0,4 % sur le trimestre et -2,4 % sur un an). Sur le trimestre, la demande d'emploi des femmes diminue légèrement plus que celle des hommes. La demande d'emploi des moins de 25 ans connaît l'évolution la plus défavorable par rapport aux autres catégories d'âge.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à cette baisse sur l'année et sur le trimestre sont ceux des services aux particuliers et aux collectivités (catégories A, B, C).

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée diminue encore fortement au *premier trimestre 2023* (-2,7 % après -3,1 % soit -11,0 % en un an).

Le taux de chômage, au sens du BIT, reste stable au *quatrième trimestre 2022*, s'établissant à 6,9 % de la population active, contre 7,0 % en France métropolitaine.

Tensions sur le marché du travail

Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi continue de diminuer mais moins fortement au *premier trimestre 2023* (-1,8 % après -5,6 % au trimestre précédent).

Le marché du travail francilien enregistre 47 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au *premier trimestre 2023*. C'est un peu plus qu'au trimestre précédent (45) mais moins qu'au premier trimestre 2022 (56).

Emploi

Au *quatrième trimestre 2022*, le nombre de déclarations préalables à l'embauche dépasse les 2,1 millions en Île-de-France, soit +3,5 % de plus qu'au quatrième trimestre 2021.

Au *quatrième trimestre 2022*, l'emploi salarié est quasi stable (+0,1 %).

Au *quatrième trimestre 2022*, un peu plus de 2 millions de contrats d'embauche sont signés dans le secteur privé, soit +0,1 % par rapport au trimestre précédent.

L'emploi intérimaire poursuit sa hausse au *quatrième trimestre 2022* (+0,7 % après +0,3 % au troisième trimestre).

Accompagnement des mutations économiques

Au *premier trimestre 2023*, environ 1570 autorisations d'activité partielle ont été accordées. Les heures demandées augmentent en lien avec quelques déclarations de gros établissements et avec la mise en œuvre de l'activité partielle de longue durée.

Au *premier trimestre 2023*, 58 plans de sauvegarde de l'emploi et 12 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. 5 287 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au 1^{er} trimestre 2023

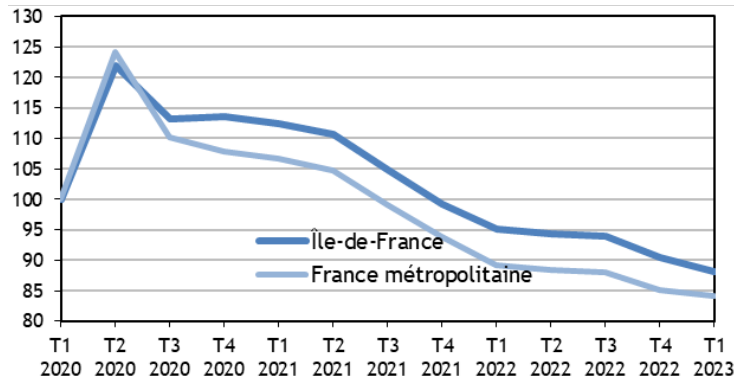
Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens au 1^{er} trimestre 2023 diminue à nouveau: -2,5 % en catégorie A et -0,4 % en catégories A, B, C (respectivement -7,4 % et -2,4 % sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) augmente encore nettement (+3,1 % après +4,7 % au trimestre précédent). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories augmente plus légèrement (+0,7 % après +2,7 %).

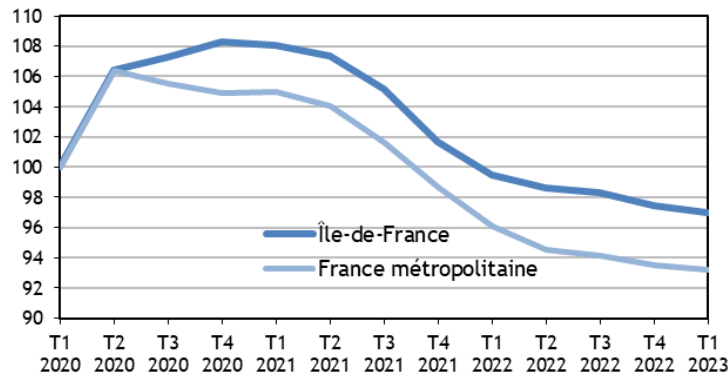
Le nombre de demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (catégorie D), repart à la hausse (+1,3 %) après une forte baisse au trimestre précédent (-5,2 %).

1er trimestre 2023	Île-de-France	France métro.	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Île-de-France	France métro.	Île-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	588 070	2 801 430	-2,5	-1,3	-7,4	-5,8
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	951 530	5 089 570	-0,4	-0,4	-2,4	-3,0

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A
(données CVS-CJO, Indice 100 au 1^{er} trimestre 2020)



Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C
(données CVS-CJO, Indice 100 au 1^{er} trimestre 2020)



Demande d'emploi et chômage

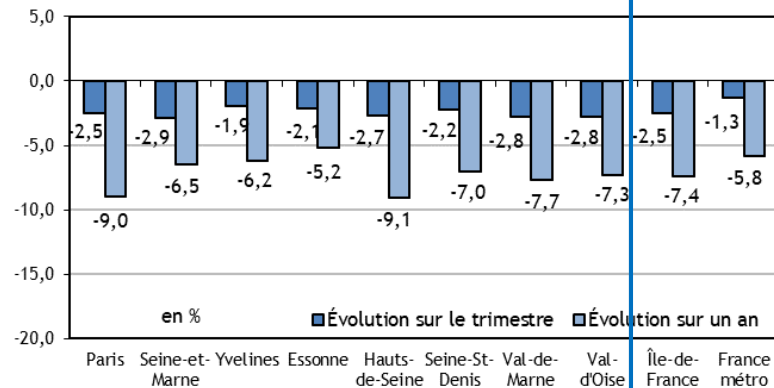
Les demandeurs d'emploi par département au 1^{er} trimestre 2023

Le nombre de demandeurs d'emploi diminue dans l'ensemble des départements de la région, plus fortement qu'en France métropolitaine en catégorie A. Sur un an, les départements des Hauts-de-Seine et de Paris enregistrent les plus fortes baisses dans cette même catégorie (autour de -9,0 %).

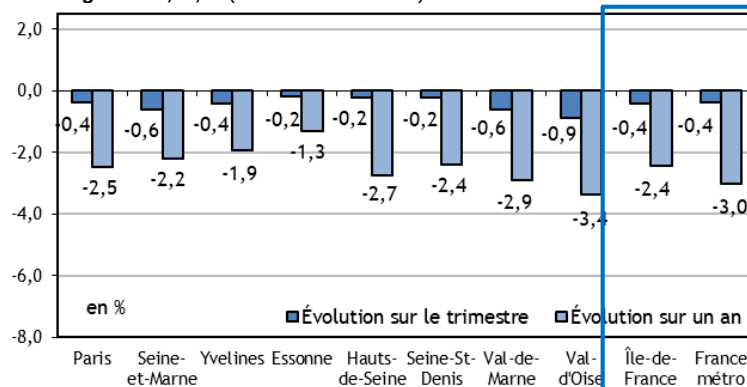
En catégories A, B et C, la demande d'emploi francilienne diminue au même rythme que pour l'ensemble de la France sur le premier trimestre (-0,4 %). C'est dans le Val-d'Oise que cette diminution est la plus marquée (-0,9 %)

Données CVS-CJO 1 ^{er} trimestre 2023	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	107 140	-2,5	-9,0	186 380	-0,4	-2,5
Seine-et-Marne	61 970	-2,9	-6,5	102 320	-0,6	-2,2
Yvelines	60 380	-1,9	-6,2	97 180	-0,4	-1,9
Essonne	53 320	-2,1	-5,2	87 500	-0,2	-1,3
Hauts-de-Seine	68 580	-2,7	-9,1	110 020	-0,2	-2,7
Seine-St-Denis	107 200	-2,2	-7,0	165 350	-0,2	-2,4
Val-de-Marne	66 250	-2,8	-7,7	104 060	-0,6	-2,9
Val-d'Oise	63 240	-2,8	-7,3	98 710	-0,9	-3,4
Île-de-France	588 070	-2,5	-7,4	951 530	-0,4	-2,4
France métro.	2 801 430	-1,3	-5,8	5 089 570	-0,4	-3,0

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A (données CVS-CJO)

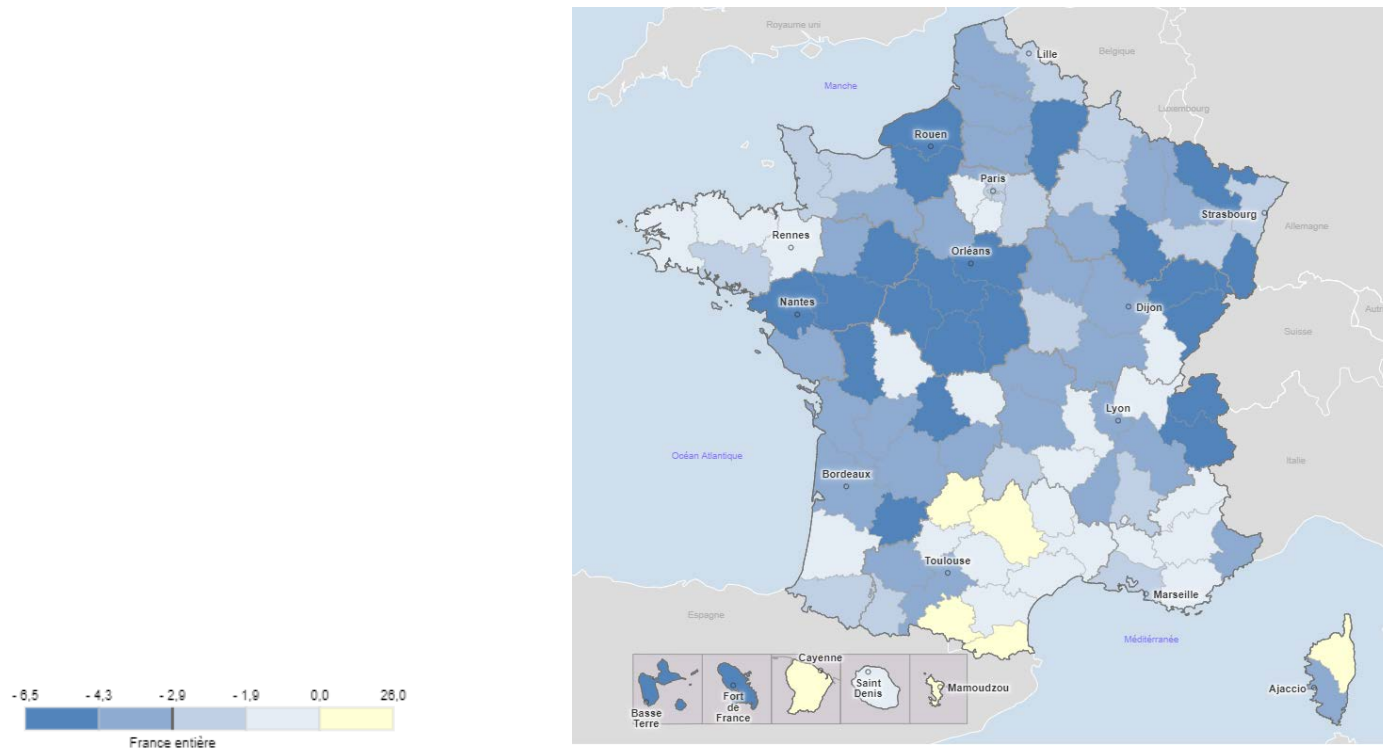


Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégories A, B, C (données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 1^{er} trimestre 2022 et le 1^{er} trimestre 2023 (en %, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

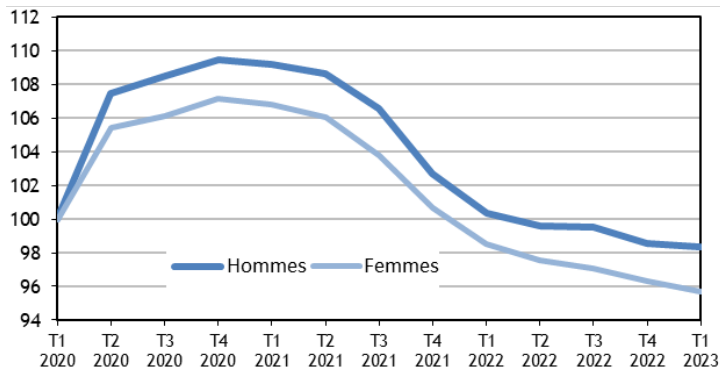
Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 1^{er} trimestre 2023 (catégories A, B, C)

Sur le premier trimestre 2023, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C diminue un peu plus fortement pour les femmes (-0,6 %) que pour les hommes (-0,3 %).

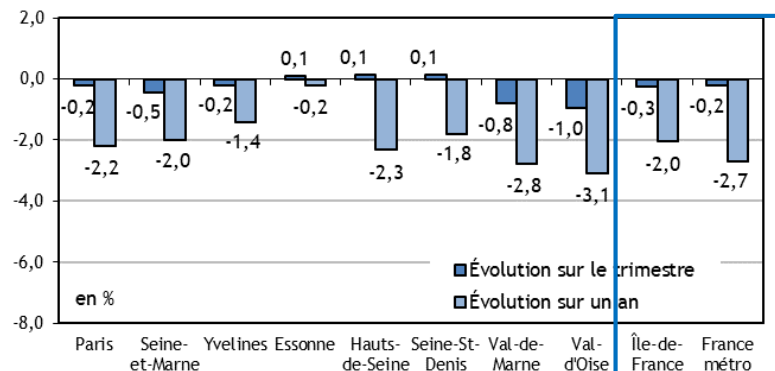
Sur un an, l'évolution est également plus favorable aux femmes (-2,9 % contre 2,0 % pour les hommes). Le constat est identique en France métropolitaine mais de moins grande ampleur.

Au niveau départemental, l'évolution de la demande d'emploi est également légèrement plus favorable aux femmes qu'aux hommes sauf dans les départements du Val-de-Marne et du Val-d'Oise sur le premier trimestre 2023.

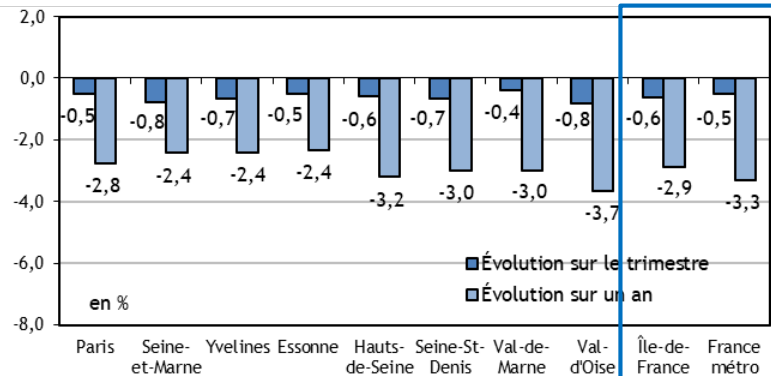
Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1^{er} trim 2020)



Évolution du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de femmes inscrites à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 1^{er} trimestre 2023 (catégories A, B, C)

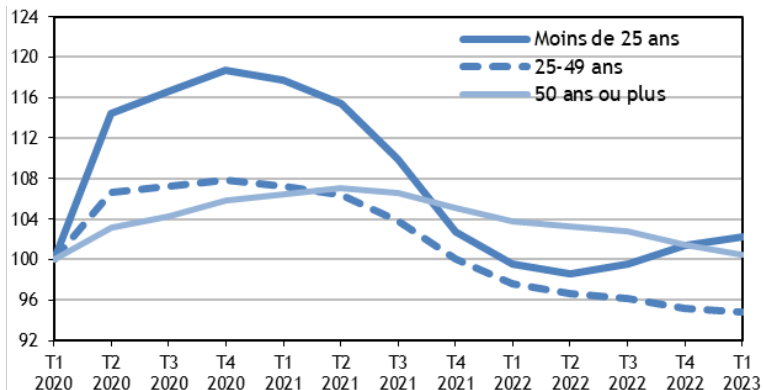
Sur le trimestre, en catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi âgés de moins de 25 ans augmente de 0,9 % alors qu'il diminue de 0,4 % pour les 25-49 ans et de 0,9 % pour les plus de 50 ans.

Sur un an, alors que la demande d'emploi des 25-49 ans et des plus de 50 ans diminue (respectivement -2,9 % et -3,1 %), elle augmente de 2,6 % pour les moins de 25 ans.

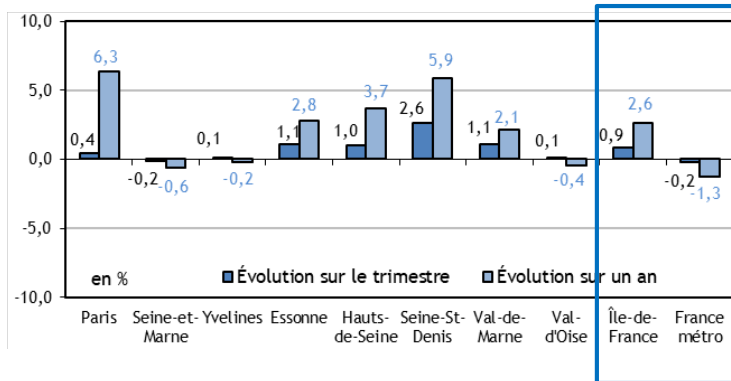
Malgré une diminution du nombre de demandeurs d'emploi seniors depuis six trimestres consécutifs, leur poids demeure important (28,0%) parmi l'ensemble des demandeurs et reste supérieur de plus de 10 points à son niveau du 1^{er} trimestre 2010.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge

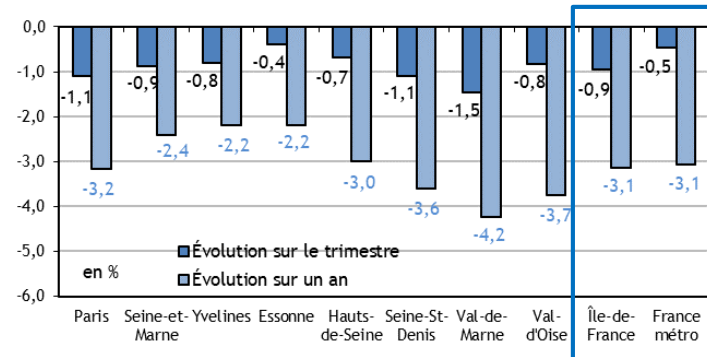
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1^{er} trim 2020)



Évolution du nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Évolution du nombre de seniors inscrits à Pôle emploi par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché au 1^{er} trimestre 2023 (catégories A, B, C)

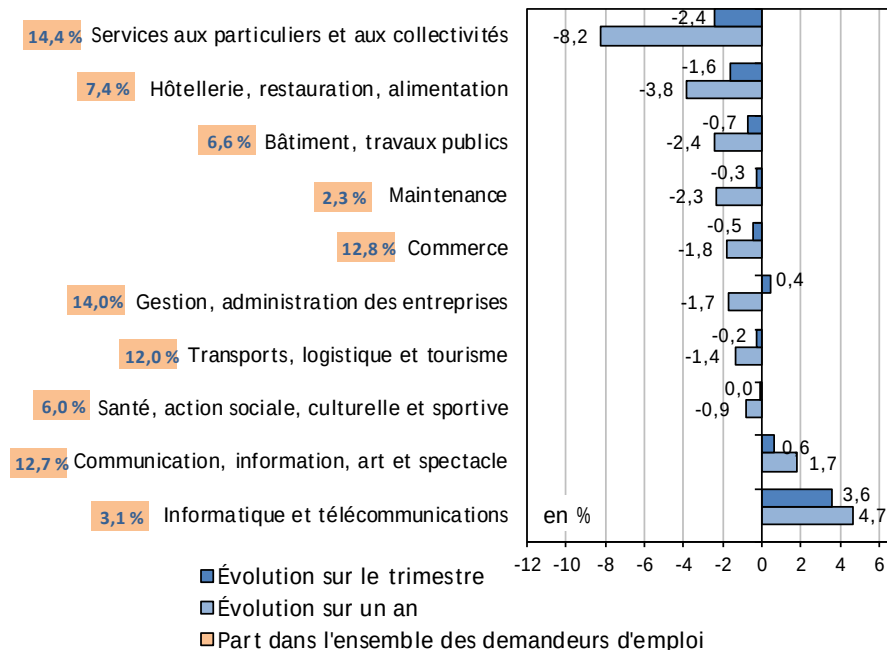
Au premier trimestre 2023, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C diminue dans la majorité des domaines professionnels.

En particulier, les métiers liés aux services aux particuliers et aux collectivités (agents d'entretien, assistants maternels, agents de gardiennage et de sécurité, employés de maison...) recherchés par plus de 14 % des demandeurs d'emploi et dont la demande a diminué de 2,4 % sur le trimestre et de 8,2 % sur un an.

En revanche, les métiers de la communication, de l'information, de l'art et du spectacle et ceux de l'informatique et des communications enregistrent des augmentations de la demande d'emploi (respectivement +0,6 % et +3,6 % sur le trimestre).

Sur un an, les contributions les plus fortes à la diminution de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (-23 820) sont celles des métiers des services aux particuliers et aux collectivités (-12 260), de l'hôtellerie, restauration, alimentation (-2 820) et de la gestion, administration des entreprises (-2 310).

Demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



Lecture : au 1^{er} trimestre 2023, en Île-de-France, les demandeurs recherchant un emploi dans l'hôtellerie, restauration, alimentation représentent 7,4 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Leur nombre diminue de 1,6 % sur le trimestre et recule de 3,8 % sur l'année.

Demande d'emploi et chômage

Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 1^{er} trimestre 2023

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus continue de diminuer au premier trimestre 2023 (-2,7 % après -3,1 %) tandis que le nombre d'inscrits depuis moins d'un an augmente plus fortement (+1,4 % après +1,0 %). Les demandeurs de longue durée représentent 43,9 % des demandeurs franciliens, soit 1 point de moins qu'au trimestre précédent et plus de 4 points de moins qu'il y a un an.

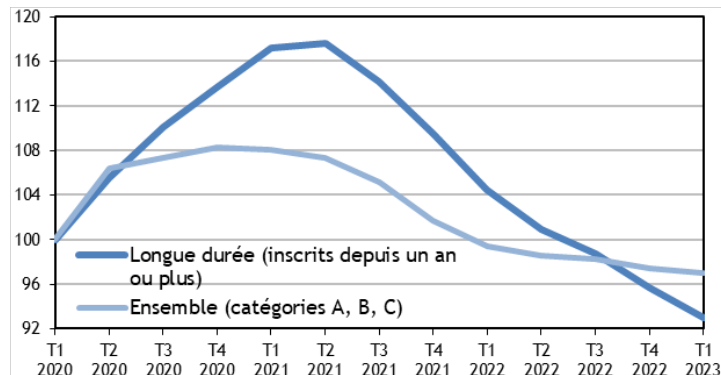
Au 4^e trimestre 2022, la durée d'inscription à Pôle emploi, mesurée à partir de l'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'établit à 324 jours, en hausse de 3 jours par rapport au 3^e trimestre 2022*.

La part des demandeurs d'emploi ayant des droits payables au RSA en Île-de-France diminue légèrement, passant à 13,1 % au premier trimestre 2023 (-0,7 point sur un an). En un an, leur nombre diminue de 7,1 % en Ile-de-France (contre -4,7 % en France métropolitaine).

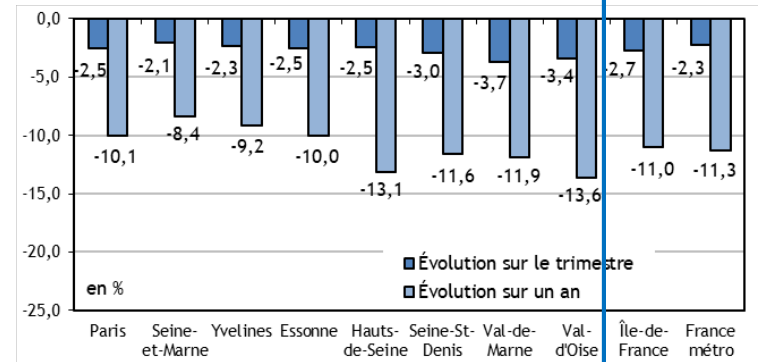
* Si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit plus de 10 mois consécutifs à pôle emploi - « Durée de chômage (3^e trimestre 2022) », Statistiques et indicateurs, février 2023, Pôle emploi.

Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA (catégories A, B, C, en %)		Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
1 ^{er} trim. 2023		12,0	13,0	12,7	11,1	13,3	16,0	12,9	12,6	13,1	13,4
1 ^{er} trim. 2022		13,2	13,6	12,7	11,1	14,4	16,7	13,3	13,2	13,8	13,8

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 1^{er} trim 2020)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)

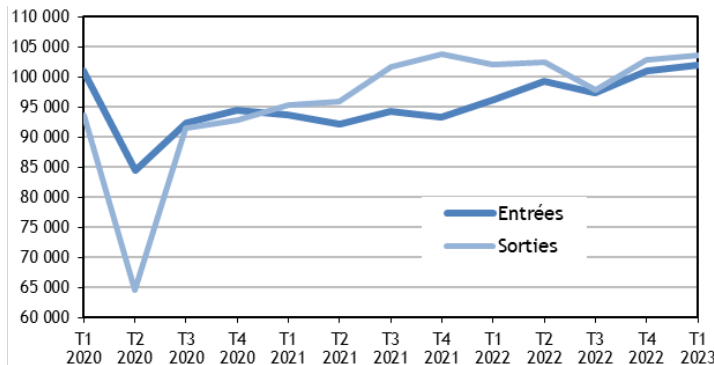


Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 1^{er} trimestre 2023

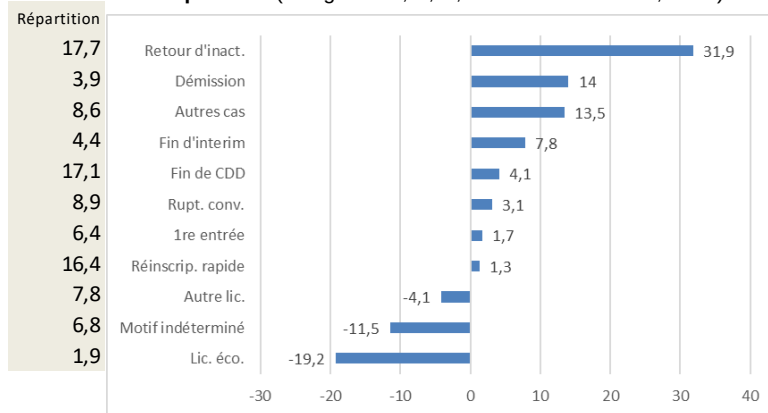
Entre le troisième et le quatrième trimestre 2022, la baisse du nombre d'inscrits en catégories A, B, C intervient malgré une hausse des entrées (+0,9 %, soit +900) légèrement plus forte que celle des sorties (+0,7 %, soit +710), des catégories A, B, C de Pôle emploi.

Sur un an, la hausse du nombre d'entrées (+6,1 %) s'explique, notamment, par la progression des inscriptions pour retour d'inactivité (+31,9 %) et démission (+14,0 %). Parallèlement, la hausse du nombre de sorties (+1,5 %) est surtout liée à des entrées en stage (+16,0 %) et à des radiations administratives (+15,2 %).

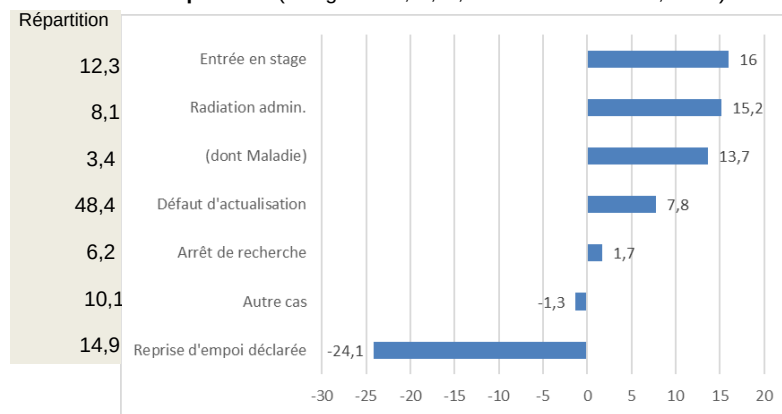
Nombre moyen des entrées et des sorties des catégories A, B et C de Pôle emploi (Île-de-France, données CVS-CJO)



Variation sur un an des entrées à Pôle emploi par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



Variation sur un an des sorties de Pôle emploi par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



Le taux de chômage au 4^e trimestre 2022

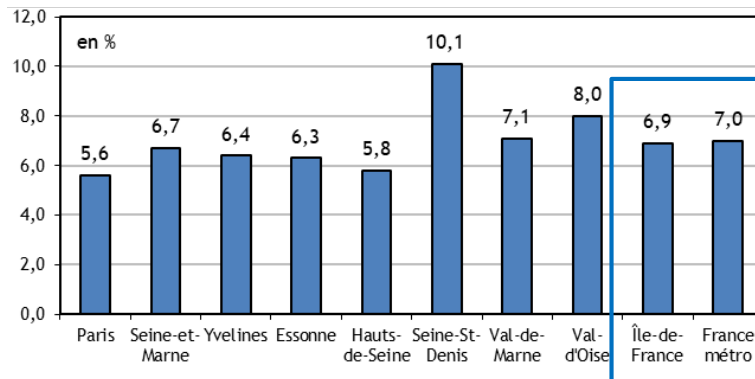
Au quatrième trimestre 2022, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est stable à 6,9 % de la population active (Insee). À l'échelle de la métropole, ce taux diminue légèrement (-0,1 point) à 7,0 % de la population active.

Le taux de chômage est quasi-stable (-0,1 ou +0,0 point) dans tous les départements franciliens. Les taux les plus hauts se trouvent en Seine-Saint-Denis (10,1 %), dans le Val-d'Oise (8,0 %) et le Val-de-Marne (7,1 %). Les plus faibles se trouvent à Paris (5,6 %) et dans les Hauts-de-Seine (5,8 %).

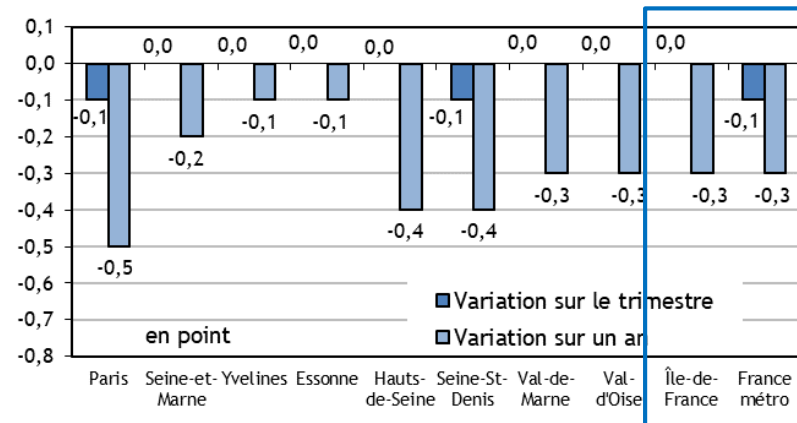
Les taux régionaux diminuent légèrement (-0,1 ou -0,2 point) dans toutes les régions à l'exception de l'Île-de-France. Le taux métropolitain se rapproche donc, lentement, du taux francilien. Le taux francilien est inférieur au taux métropolitain depuis le début de la série en 1982, hormis une période de quasi-égalité en 2003 et 2004.

Taux de chômage localisé au 4^e trimestre 2022

(données CVS-CJO semi-définitives)



Variation du taux de chômage localisé entre le 3^e trimestre 2022 et le 4^e trimestre 2022 (données CVS-CJO semi-définitives)



Tensions sur le marché du travail

Les offres d'emploi collectées* par Pôle emploi au 1^{er} trimestre 2023

Pôle emploi n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de Pôle emploi, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion des offres d'emploi.

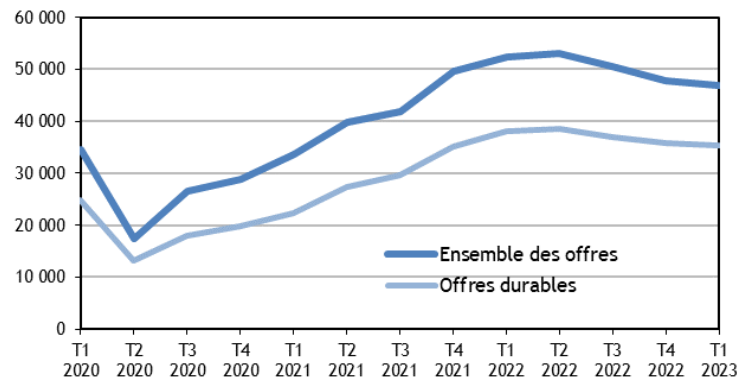
Au premier trimestre 2023, 46 850 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 35 440 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le nombre d'offres d'emploi diminue moins fortement par rapport au trimestre précédent (-1,8 % après -5,6 %).

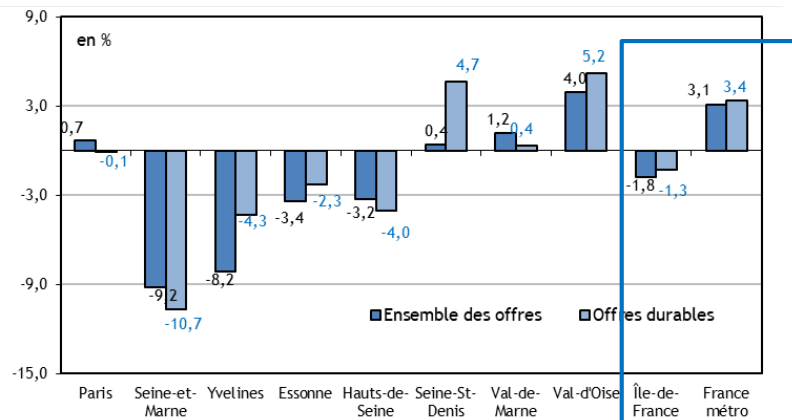
Au sein de la région, deux départements enregistrent de très fortes diminutions du nombre d'offres d'emploi sur le trimestre : la Seine-et-Marne (-9,2 %) et les Yvelines (-8,2 %). À l'inverse, le nombre d'offres collectées augmente nettement dans le département du Val-d'Oise (+4,0 %) et +5,2 % pour des emplois durables).

* Ensemble des offres directement déposées à Pôle emploi.

Nombre d'offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



Les tensions sur le marché du travail francilien au 1^{er} trimestre 2023

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,47 point en moyenne au premier trimestre 2023, soit 47 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

Ce ratio « offres sur demandes » diminue de 0,9 point par rapport à celui du premier trimestre 2022. Cette évolution s'explique par l'effet combiné de la baisse du nombre d'offres d'emploi collectées (-10,4 %) et de la hausse du nombre de demandes enregistrées par Pôle emploi (+6,1 %).

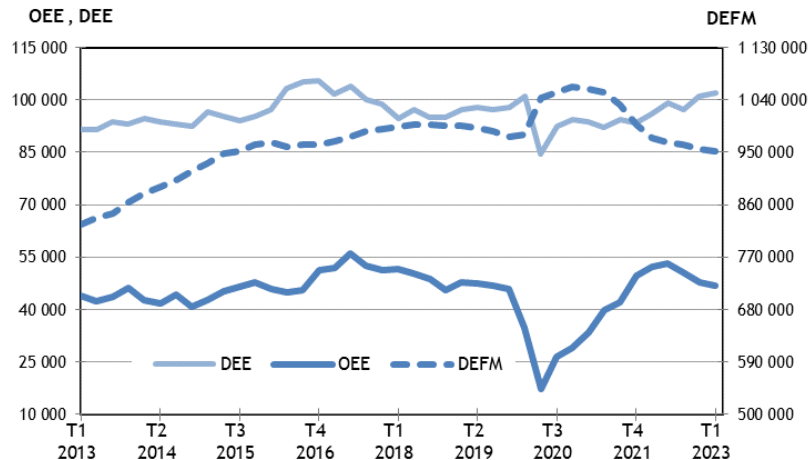
De son côté, le recul du nombre de demandeurs d'emploi sur un an en catégories A, B, C (-2,4 %) va dans le sens d'un accroissement des tensions sur le marché du travail.

Le taux d'écoulement reste à peu près stable sur le trimestre : 56,1 % des chômeurs inscrits sont sortis des fichiers de Pôle emploi au premier trimestre 2023. Ce taux est légèrement supérieur à son niveau du premier trimestre 2022 (55,4 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 75,6 %. Il gagne 2,5 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (69,3 %) est légèrement plus élevé qu'au trimestre précédent (68,4 %) et inférieur à celui du premier trimestre 2022 (71,7 %).

Les tensions sur le marché du travail
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

Tensions sur le marché du travail

Les tensions selon les métiers au 1^{er} trimestre 2023

Indicateurs de tension au 3 ^e trimestre 2022 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T1 2022 (1)	Taux de tension au T1 2023	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T1 2023 (2)	Taux d'écoulement des DE sur un an au T4 2023 (3)	Nbr. moyen de DEFM en cat. ABC au T1 2023	Évol. de la DEFM en catégorie ABC sur un an (%)	Évol. des offres d'emploi sur un an (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T1 2023 (4)
Cadres du bâtiment et des travaux publics	0,96	1,26	96,0	56,2	6 905	1,1	29,2	60,7
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	3,13	2,02	83,9	59,3	9 864	-3,8	-33,8	69,2
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	0,91	1,43	88,6	56,4	4 931	-5,5	53,4	58,9
Conducteurs de véhicules	0,31	0,34	77,8	54,6	43 411	-1,4	19,7	71,1
Cadres des services admin., comptables, financiers	0,53	0,48	85,1	54,7	34 650	1,8	1,3	66,1
Ingénieurs de l'informatique	0,86	0,85	98,5	56,4	17 925	4,7	16,1	39,5
Personnels d'études et de recherche	0,39	0,52	91,8	59,9	6 365	-5,3	34,5	60,8
Cadres de la banque et des assurances	0,43	0,63	96,8	52,2	3 434	-1,7	47,5	90,0
Vendeurs	0,45	0,41	72,9	59,2	38 625	-3,6	-9,9	70,6
Employés, agents de maîtrise hôtellerie-restauration	0,47	0,42	81,2	60,5	21 401	-5,3	-6,3	74,8
Agents de sécurité et de gardiennage	0,45	0,44	79,7	57,6	17 237	-14,9	3,6	77,8
Agents d'entretien	0,22	0,16	62,1	56,4	37 219	-8,1	-22,2	76,2
Professionnels des arts et des spectacles	0,27	0,12	44,8	36,4	92 724	1,3	-52,9	84,6
Aides-soignants	0,46	0,43	83,8	60,1	13 212	-3,2	2,7	71,7
Ensemble des familles professionnelles	0,56	0,47	75,6	56,1	956 176	-2,4	-10,1	69,3

(1) Rapport entre le flux d'offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à Pôle emploi durant la même période. Lecture : il y a 1,26 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 1^{er} trimestre 2023, contre 0,96 au 1^{er} trimestre 2022 pour les cadres du bâtiment et des travaux publics.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à Pôle emploi, selon la famille professionnelle.

(3) Lecture : 59,2 % des demandeurs d'emploi cherchant un métier de vendeur inscrits 12 mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à Pôle emploi au 1^{er} trimestre 2023.

(4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à Pôle emploi et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de Pôle emploi.

Le redémarrage de l'activité économique, dès le deuxième trimestre 2020, provoque un rebond des tensions sur le marché du travail, en lien avec une forte augmentation des offres d'emploi et une forte baisse du nombre de demandeurs d'emploi. Au 1^{er} trimestre 2023, le taux de tension francilien diminue mais reste supérieur à son niveau d'avant-crise.

Au premier trimestre 2023, les tensions sont élevées pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance (plus de 2 offres pour 1 demande). 83,9 % des offres d'emploi dans ces métiers sont durables, contre 75,6 % dans l'ensemble des métiers. Sur un an, le taux de tension progresse nettement pour les ingénieurs et cadres techniques de l'industrie (+0,52 point), sous l'effet d'une très forte hausse des offres d'emploi (+53,4 %). Dans ces métiers, 58,9 % des offres sont satisfaites dans l'année.

Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 4^e trimestre 2022

Plus de 2 147 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au quatrième trimestre 2022 en Île-de-France, dont 497 000 en « contrats durables » (contrats à durée déterminée de plus de six mois et contrats à durée indéterminée).

Au quatrième trimestre 2022, le nombre de DPAE est en augmentation en Île-de-France par rapport au même trimestre 2021 : +3,5 % pour l'ensemble des contrats et +3,6 % pour les contrats durables. Depuis le deuxième trimestre 2022, le nombre d'intentions d'embauches a retrouvé le niveau qui était le sien en 2019, avant le déclenchement de la crise sanitaire.

Au sein de la région, la Seine-et-Marne et Paris affichent les plus fortes hausses sur la période (respectivement +14,5 % et +9,9 % pour l'ensemble des contrats). À l'inverse, en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne, le nombre d'intentions d'embauches recule sur la période (tous contrats confondus).

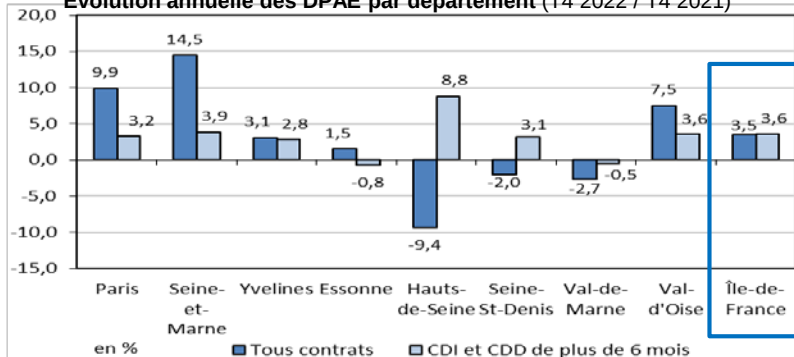
Les DPAE en contrats durables augmentent plus fortement dans l'industrie (+11,1 %) que dans les services (+4,7 %). Elles sont quasiment stables dans la construction (+0,2 %) et baissent dans le commerce (-2,4 %).

Une répartition plus fine des DPAE par secteur d'activité laisse apparaître les secteurs qui enregistrent les plus fortes progressions de contrats durables (sylviculture et exploitation forestière, travail du bois et fabrication d'articles en bois, programmation et diffusion) et ceux qui connaissent les plus fortes diminutions (activités artistiques et de spectacle, enquêtes et sécurité, activités de poste et de courrier, fabrication de meubles, métallurgie, industrie du papier et du carton, services d'information).

Les évolutions du nombre de DPAE sont à interpréter avec précaution ce trimestre dans les Hauts-de-Seine. En effet, entre le 4^{ème} trimestre 2021 et le 4^{ème} trimestre 2022, une scission d'entreprise a impliqué un nombre important de nouveaux contrats d'embauche pour les salariés ayant migré dans les nouvelles entités, entraînant un gonflement artificiel du nombre de DPAE pour les CDI et les CDD de plus de 6 mois. À l'inverse, un certain nombre d'entreprises de secteurs traditionnellement utilisateurs de contrats courts, notamment celui de la publicité et étude de marché, déjà bien affectés par la crise sanitaire, ont déménagé leurs sièges sociaux vers Paris, générant ainsi une forte diminution du nombre de DPAE pour des contrats courts et, par extension, du nombre de DPAE tous contrats.

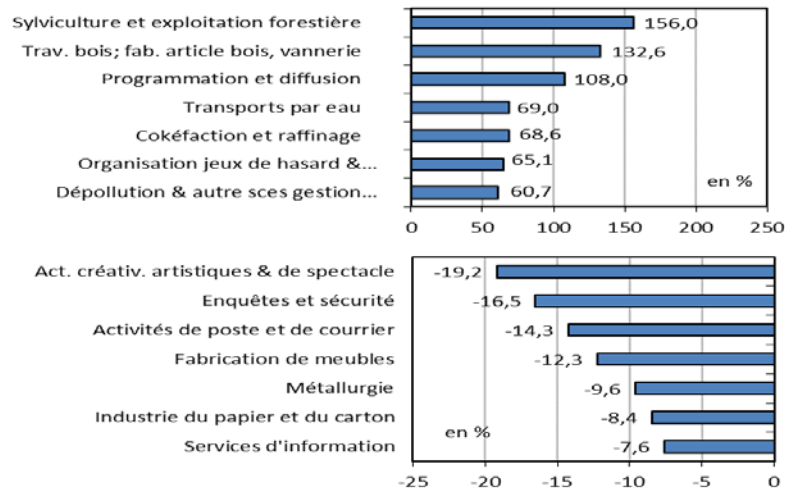
Sans ces différents événements, les évolutions des DPAE dans les Hauts-de-Seine se rapprocheraient davantage de celles constatées dans l'ensemble de l'Île-de-France.

Évolution annuelle des DPAE par département (T4 2022 / T4 2021)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs

7 plus fortes hausses / 7 plus fortes baisses (T4 2022 / T4 2021)

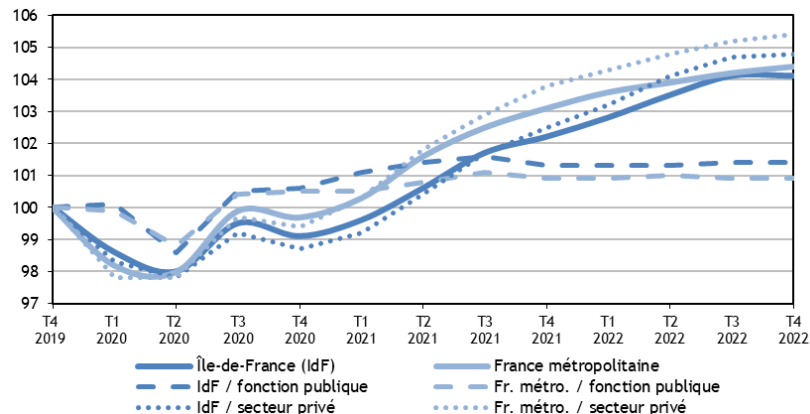


L'emploi salarié au 4^e trimestre 2022

Au quatrième trimestre 2022, en Île-de-France, l'emploi salarié augmente légèrement : +0,1 % après +0,5 %, soit +4 500 emplois. Cette augmentation est la plus faible depuis les diminutions de 2020, pendant la crise sanitaire. Elle suit celle du secteur privé (+0,1 % après +0,6 %). L'emploi du secteur public stagne (+0,0 % après +0,1 %). En France métropolitaine, l'emploi salarié croît à un rythme proche (+0,2 % après +0,3 %). L'emploi dans la fonction publique y est également peu dynamique (+0,0 % après -0,1 %).

Les mouvements de l'emploi salarié diffèrent selon les départements. Il augmente légèrement à Paris (+0,3 %), en Seine-et-Marne (+0,2 %) et dans les Hauts-de-Seine (+0,2 %), tandis qu'il baisse en Essonne (-0,4 % après +0,5 %), dans le Val-de-Marne (-0,2 %), le Val-d'Oise (-0,2 %) et dans les Yvelines (-0,2 %). Dans ce dernier département, l'emploi salarié n'a pas augmenté depuis le troisième trimestre 2021.

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 4^e trimestre 2020)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T4 2022	T4 2022 / T3 2022		T4 2022 / T4 2021	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 972 250	6 760	0,3	67 250	3,5
Seine-et-Marne	505 070	840	0,2	9 070	1,8
Yvelines	539 750	-1 280	-0,2	-2 570	-0,5
Essonne	490 320	-1 800	-0,4	2 030	0,4
Hauts-de-Seine	1 148 630	2 070	0,2	23 160	2,1
Seine-Saint-Denis	670 030	-270	0,0	8 380	1,3
Val-de-Marne	556 090	-940	-0,2	3 450	0,6
Val-d'Oise	412 230	-830	-0,2	5 060	1,2
Île-de-France	6 294 370	4 550	0,1	115 810	1,9
France métro.	26 331 770	40 680	0,2	321 830	1,2

L'emploi salarié par secteur au 4^e trimestre 2022

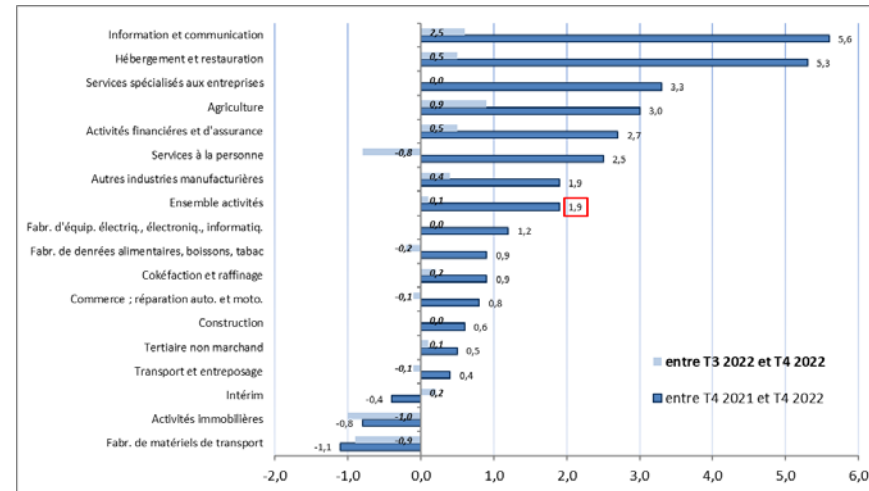
Au quatrième trimestre 2022, le ralentissement de l'emploi salarié francilien (+0,1 % après +0,5 %, soit +4 500 salariés après +33 200) est réparti sur l'ensemble des secteurs.

L'emploi salarié dans l'industrie stagne (+0,0 % après +0,7 %, soit +100 salariés). L'emploi dans la *fabrication de matériels de transports* diminue à nouveau (-0,9 % après +1,0 %), retrouvant, après une ponctuelle augmentation, la dynamique négative de 3 ans de diminutions successives.

L'emploi salarié dans la construction stagne également (+0,0 % après +0,2 %), comme en France métropolitaine (+0,0 % après +0,2 %).

Les services marchands et le commerce, usuellement dynamiques, marquent le pas (+0,0 % après +0,8 %, soit +1700 salariés après +28 300). Le ralentissement est particulièrement sensible en *Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien* (+400 après +8 800) et dans les *Autres activités de service* (-3 000 après +5 700). Ensemble, ces deux secteurs contribuent donc au ralentissement général à hauteur de 17 100 salariés.

Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T4 2022	T4 2022 / T3 2022		T4 2022 / T4 2021	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	5 820	50	0,9	170	3,0
Industrie	431 510	80	0,0	4 160	1,0
Construction	339 070	150	0,0	2 000	0,6
Commerce	743 980	-860	-0,1	6 200	0,8
Services marchands hors intérim	3 064 130	2 560	0,1	96 450	3,2
Tertiaire non marchand	1 580 830	2 330	0,1	7 350	0,5
Intérim	129 030	240	0,2	-510	-0,4
Secteur privé	5 109 150	4 310	0,1	114 340	2,3
Fonction Publique	1 185 220	230	0,0	1 480	0,1
Ensemble des secteurs	6 294 370	4 550	0,1	115 810	1,9

Les mouvements de main d'œuvre au 4^e trimestre 2022

Au quatrième trimestre 2022, en Île-de-France, 2 005 300 contrats sont signés dans le secteur privé (données CVS, champ MMO), soit +0,1 % par rapport au trimestre précédent (-1,6 % en France métropolitaine). 2 003 700 contrats prennent fin au quatrième trimestre 2022, soit +1,1 % par rapport au trimestre précédent (+1,1 % en France métropolitaine).

L'écart entre les entrées et les sorties, toujours légèrement positif, se résorbe progressivement depuis le deuxième trimestre 2021 en Île-de-France. Ces mouvements nets sont susceptibles d'être sensibles à l'intégration de données tardives.

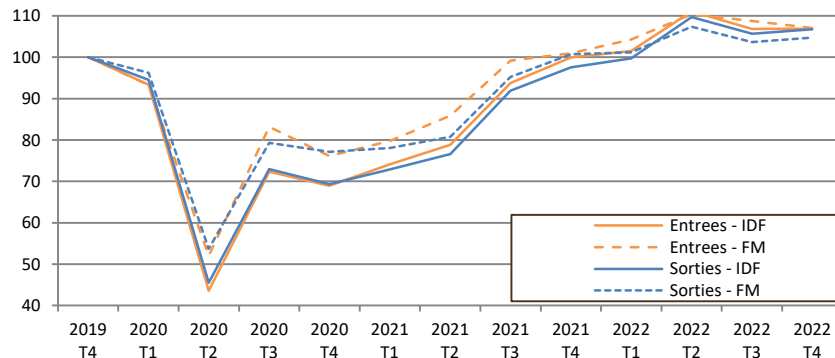
335 700 CDI sont signés, soit 2,2 % de moins qu'au trimestre précédent, tandis que 337 900 CDI prennent fin (+4,1 %).

Embauches et fins de contrats de travail par secteur d'activité et type de contrat en Île-de-France (données CVS-CJO)

		Niveau (en milliers)	Évolution trimestrielle (en %)					Rapport T/T4 2019 (en %)
		T4 2022	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	T4 2022	
Entrées	Ensemble	2 005	1,6	9,5	-3,9	0,1	106,9	
	Industrie	33	0,1	2,5	4,4	-4,2	102,5	
	Construction	41	-0,2	-1,0	1,6	-1,9	104,3	
	Tertiaire	1 931	1,6	9,8	-4,1	0,2	107,0	
	CDD	1 670	1,5	11,1	-4,6	0,6	105,6	
	CDI	336	1,6	1,9	-0,4	-2,2	113,7	
Sorties	Ensemble	2 004	2,2	10,1	-3,7	1,1	106,7	
	Industrie	32	-0,1	3,0	1,7	-2,7	99,1	
	Construction	45	2,9	-1,0	4,1	6,9	116,7	
	Tertiaire	1 927	2,2	10,4	-4,0	1,0	106,7	
	CDD	1 666	2,0	11,4	-4,4	0,5	104,8	
	CDI	338	3,4	3,3	0,0	4,1	117,7	

Mouvements de main d'œuvre

(données CVS-CJO, base 100 au T4 2019)



L'activité intérimaire au 4^e trimestre 2022

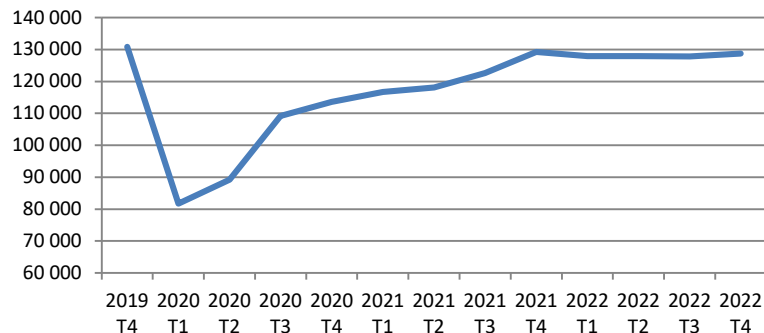
A la fin du quatrième trimestre, en Île-de-France, le nombre d'intérimaires est de 128 800, après une hausse de +0,7 %. En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires augmente plus sensiblement (+1,1 %), après un troisième trimestre déjà dynamique (+1,5 %).

Le nombre d'intérimaires dans l'industrie augmente nettement (+2,1 % au 4^e trimestre, soit +400 intérimaires), après un troisième trimestre en hausse de +2,7 %. Cette augmentation est exclusivement due à la *Production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution* (+700 intérimaires tandis que les autres sous secteurs sont plutôt stables ou orientés à la baisse).

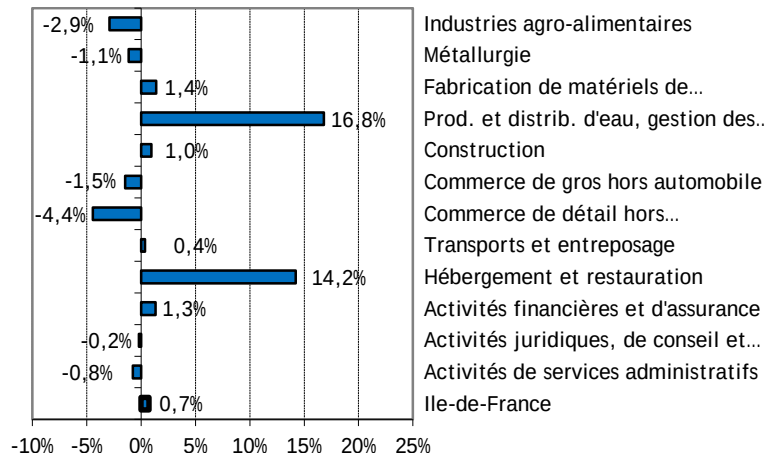
Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires augmente (+1,0 % soit +200 intérimaires) après trois trimestres de baisses consécutives.

Le nombre d'intérimaires dans le tertiaire augmente modérément (+0,4 % au 4^e trimestre, soit +300 intérimaires). Cette augmentation est presque exclusivement portée par celle de l'*Hébergement-restauration* (+14,2 %) et de la production et distribution d'eau et gestion des déchets (+16,8 %). Aucun secteur ne porte à lui seul les contributions négatives mais le nombre d'intérimaires dans les industries agro-alimentaires et le commerce de détail diminue assez fortement (respectivement -2,9 % et -4,4 %).

Nombre d'intérimaires en fin de trimestre
(données CVS)



Évolution du nombre d'intérimaires par rapport au trimestre précédent
par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Accompagnement des mutations économiques

Les demandes d'activité partielle au 1^{er} trimestre 2023

En Île-de-France, au cours du 1^{er} trimestre 2023, le nombre d'autorisations d'activité partielle* notifiées par les services des Drieets/Ddets continue de baisser s'établissant à 1566. L'activité partielle de longue durée (APLD) représente 12% de ces demandes. Par contre le nombre d'heures autorisées à être chômées correspondant repart à la hausse atteignant 79 millions et l'activité partielle de longue durée représente 83% de ces heures.

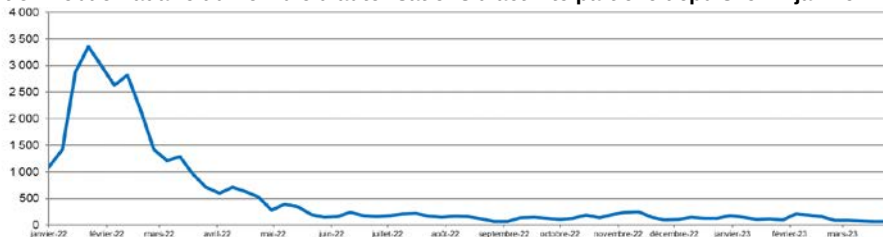
C'est dans les Hauts-de-Seine et en Seine-Saint-Denis que les heures demandées ont beaucoup augmenté, en lien avec quelques demandes très conséquentes de quelques établissements. L'hébergement restauration, les autres activités spécialisées et les activités juridiques, comptables représentent 76% des heures alto-séquanaises autorisées. En Seine-Saint-Denis, ce sont les secteurs du transport et entreposage, des activités de service et de l'hébergement restauration qui regroupent 79% des heures autorisées.

Entre le 1^{er} mars 2020 et le 31 mars 2023, plus de 624 000 décisions d'autorisations d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Drieets/Ddets Île-de-France.

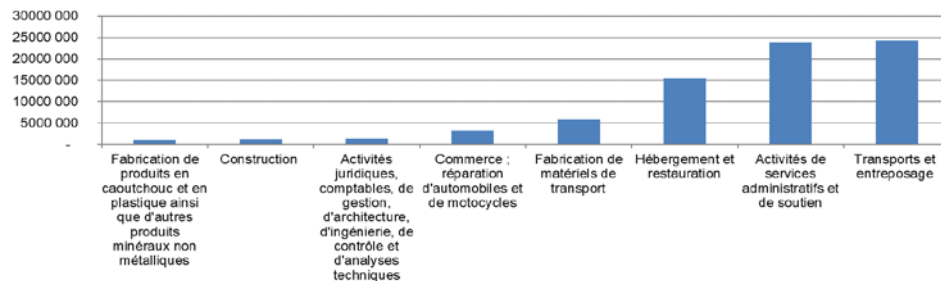
* Avant 2020, on utilisait dans cette synthèse uniquement les décisions ayant le motif de recours « Conjoncture économique ». Avec la crise sanitaire, tous les motifs ont été regroupés.

Autorisations d'activité partielle et heures associées au T1 2023	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	1 566	449	157	216	116	196	202	108	122
janvier	596	182	79	67	41	65	78	39	45
février	629	184	46	86	49	87	84	43	50
mars	341	83	32	63	26	44	40	26	27
Heures (en milliers)	79 573	8 484	2 358	10 831	4 790	15 778	32 819	2 526	1 986
janvier	38 371	3 066	1 938	1 660	145	1 797	28 927	488	350
février	31 562	4 197	303	3 379	4 620	13 326	3 745	549	1 442
mars	9 640	1 221	118	5 793	25	655	147	1 488	194

Évolution hebdomadaire du nombre d'autorisations d'activité partielle depuis le 1^{er} janvier 2022



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 1^{er} trimestre 2023



Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 1^{er} trimestre 2023

Au premier trimestre 2023, 58 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 12 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 4 684 emplois menacés* par des PSE et 603 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Près de 50 000 emplois ont été menacés en 2020, et plus de 30 000 en 2021. En 2022, ce rythme s'est fortement ralenti, avec moins de 13 000 emplois menacés sur la période. Avec plus de 5 000 emplois menacés, le premier trimestre de l'année 2023 marque un rebond des restructurations, tout en restant très éloigné des niveaux observés pendant la crise sanitaire.

Au premier trimestre 2023, le secteur du commerce, de la réparation d'automobiles et de motocycles cumule le plus d'emplois menacés (2100). Le secteur de la recherche et développement scientifique est toutefois le plus affecté en proportion de l'emploi local qu'il représente, soit 200 emplois menacés correspondant à 0,5% des salariés de ce secteur. Le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé dans les Hauts-de-Seine (2 500), département qui connaît également le plus fort impact sur l'emploi local (0,3%).

En 2022, quatre secteurs ont concentré plus de 55 % des emplois menacés par des PSE et des RCC : le commerce, réparation d'automobiles et de motocycles (3 500 emplois menacés), les activités informatiques et services d'information (1 400), les transports et entreposage (1 300) et la fabrication de matériel de transport (1 100).

* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.

Poids dans l'emploi francilien (à gauche)
Emplois menacés dans l'ensemble des établissements
localisés en Île-de-France pour 100 salariés (à droite)

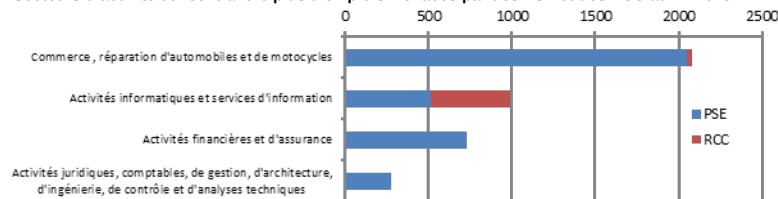
Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS d'Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
PSE au T1 2023	58	13	1	5	7	22	5	2	3
PSE en 2022	141	52	6	8	5	46	14	8	2
RCC au T1 2023	12	5	1	2	0	3	0	0	1
RCC en 2022	52	20	2	4	2	18	3	3	0

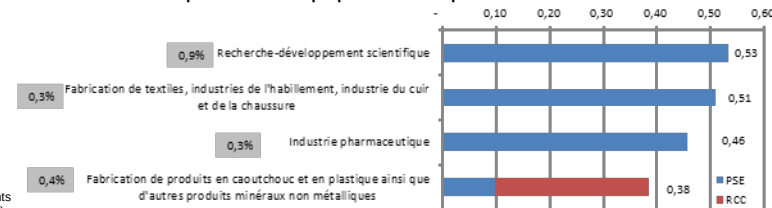
Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par territoire impacté	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T1 2023	4684	824	131	309	346	2517	225	233	99
Emplois menacés par des PSE en 2022	8727	3336	666	631	219	2345	998	298	234
Emplois menacés par des RCC au T1 2023	603	289	17	9	0	209	1	13	65
Emplois menacés par des RCC en 2022	4057	970	103	1189	70	1246	390	83	6

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T1 2023



Secteurs d'activité les plus affectés en proportion de l'emploi local au T1 2023



Dossier Trimestriel de conjoncture

Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation

Directeur de publication : Gaëtan Rudant

Étude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@drieets.gouv.fr
Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers
Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Drieets Île-de-France sont téléchargeables sur <https://idf.drieets.gouv.fr>



**PRÉFET
DE LA RÉGION
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'économie, de l'emploi,
du travail et des solidarités**